



## 2<sup>e</sup> conférence UIHJ-EuroDanube à Budapest (Hongrie)

La 2<sup>e</sup> conférence UIHJ-EuroDanube, organisée par la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, s'est tenue à Budapest les 30 et 31 octobre 2008

### Un programme à deux volets pour les UIHJ-Euros

Les délégations sont venues de l'ARY.Macédoine, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie. Malheureusement, la Lituanie et la Slovénie étaient absentes. L'invité d'honneur était Jacques Isnard, président de l'UIHJ. Le bureau de l'UIHJ était représenté par Adrian Stoica, membre. La Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne était représentée par son vice-président, Michał Redelbach, également secrétaire d'EuroDanube. Les participants étaient invités à présenter leurs vues sur l'état de l'exécution dans leurs pays et sur la vente aux enchères immobilières.

Le président de l'UIHJ a félicité Michał Redelbach pour son implication afin d'assurer la promotion de la manifestation. Il a également remercié Miklós Krejniker pour le soin apporté dans l'organisation de cette deuxième rencontre UIHJ-EuroDanube. Jacques Isnard a ensuite évoqué les relations entre l'UIHJ et la Biélorussie et la Fédération de Russie. La Biélorussie devrait confirmer la signature de la charte de coopération avec l'UIHJ pendant le conseil permanent de novembre 2008 à Paris. Le président de l'UIHJ a rencontré Nicolai Vinnichenko, chef du Service fédéral de l'exécution de la Fédération de Russie, lequel a déclaré que la Russie deviendrait officiellement membre de l'UIHJ à l'occasion de ce conseil permanent. Jacques Isnard a présenté sa vision des futures activités de l'UIHJ, ainsi que celles des autres organisations liées (EuroDanube, EuroMed, EuroNord, EuroScandinavie). Il a indiqué que les rencontres UIHJ-EuroDanube devraient se tenir tous les ans — comme c'est le cas avec les conférences EuroScandinavie. Les secrétariats des Euros, sous l'autorité de l'UIHJ, devraient avoir la possibilité de gérer à leur guise l'organisation. Les devoirs du secrétariat UIHJ-EuroDanube devraient être définies et votées pendant des réunions des chambres nationales d'huissiers de justice dans les États membres. Le secrétaire devrait être nommé pour une durée de trois ans, avec possibilité de renouvellement. Le bureau du secrétariat d'UIHJ-EuroDanube devrait être tenu par une personne physique ou par l'organisation nationale, comme c'est le cas avec EuroNord. La même chose devrait s'appliquer pour les autres Euros. En outre, le secrétaire devrait exercer ses fonctions gratuitement. Les frais devraient être pris en charge par le secrétariat de l'organisation nationale, chaque autre organisation pouvant rembourser sa quote-part si lesdits frais dépassent les simples activités de secrétaire. Le président de l'UIHJ a souhaité que les réunions Euros comprennent deux volets. Le premier concernerait des thèmes communs qui seraient traités par l'ensemble des Euros. Ces thèmes seraient choisis par les réunions des secrétaires des Euros, la première de ces réunions devant avoir lieu le 26 novembre 2008 pendant le conseil permanent de Paris. Toutes les futures réunions UIHJ-Euros devraient traiter de ce même sujet. Le second volet devrait inclure un sujet optionnel, répondant aux besoins locaux.

### Une histoire commune, un présent commun, un futur commun

A la demande de la Chambre des huissiers de justice de Hongrie, Michał Redelbach fit un rapport sur l'état de la profession en Pologne. Il a précisé les activités d'EuroDanube en 2008. Il a remis aux participants des documents relatifs à la loi sur l'exécution en Pologne, incluant l'exécution sur les immeubles et la signification des actes introductifs d'instance. Dans son intervention, le secrétaire d'UIHJ-EuroDanube a informé ses confrères hongrois qu'en Pologne, les enchères doivent être faites de façon traditionnelle, devant un juge, et que les autres possibilités n'étaient pas prévues par le Code de procédure civile. Miklós Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, a remercié les participants pour leur présence. Il a indiqué la raison pour laquelle la représentante de la Slovénie, Tatjana Krivec Tavcar, ne pouvait pas être présente et a exprimé son regret de l'absence des délégations lettone et lituanienne.

Pour le président Krejniker, UIHJ-EuroDanube réunit les pays de la zone qui ont connu une oppression politique et économique et ont dû se battre longuement pour recouvrer à nouveau leur indépendance. À titre d'exemple, le premier code de l'exécution hongrois, mis en place il y a 125 ans, et a été suffisamment stable pour résister aux dommages occasionnés de 50 ans de communisme. « Cette tradition juridique nous a aidé dans nos réformes et à restaurer le système de l'huissier de justice indépendant en Hongrie » a-t-il indiqué « Nous pouvons dire que nous, Polonais, Tchèques, Slovaques, Roumains ou Bulgares, partageons une histoire commune. Nous nous débattons avec des problèmes similaires dans nos systèmes judiciaires et également au sein de notre profession, celle d'exécuter les décisions de justice. Nous ne devons jamais oublier nos autres voisins, l'Ukraine, la Serbie et la Croatie, et devrions les encourager à rejoindre notre grande famille. Non seulement nous partageons une histoire commune, mais aussi un présent et un futur communs » a dit le président Krejniker. En ces temps de dépression économique, le renforcement et l'unification de l'exécution devient très important. C'est notre but commun de faire en sorte que l'exécution des décisions de justice soit connue et reconnue comme essentielle au bon fonctionnement de la justice dans chacun de nos pays, notamment au milieu de la concurrence des sociétés de recouvrement. Nous ne pourrions atteindre nos objectifs qu'en restant unis. C'est la plus importante des missions d'EuroDanube.





### Une nouvelle ère de l'exécution en Hongrie

Dans le cadre de la présentation de la Hongrie du système des ventes aux enchères, le vice-président Ferenc Császti a donné un aperçu des causes des modifications législatives : grâce à l'introduction du système d'enchères électroniques, les ventes peuvent toucher un public plus large, l'anonymat des enchérisseurs peut être assuré, la cible des acheteurs potentiels est élargie, le nombre d'enchères peut augmenter et ainsi les dettes peuvent être apurées plus rapidement.

Attila Vincze, informaticien de la chambre, a présenté les grandes lignes du système. En résumé, on peut utiliser le service des enchères en qualité de simple visiteur, d'enchérisseur ou d'huissier de justice. Ceux qui n'ont pu s'enregistrer comme enchérisseurs sur le site (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas pu obtenir de nom d'utilisateur et de mot de passe) pourront néanmoins se connecter sur le site comme simples visiteurs. Les données publiques, facilement accessibles, incluent :

- Une notice d'utilisation en format PDF
- Toute information utile relative à la vente aux enchères, comme le numéro du dossier, l'évaluation des biens, la date et l'heure de l'audience, la dernière enchère, etc.
- Des informations complémentaires, comme des photos du bien mis aux enchères.

S'agissant des enchérisseurs, ces derniers pourront :

- Bénéficier d'un système d'authentification sécurisé
- Présenter les documents nécessaires
- Payer les frais d'inscription
- S'enregistrer auprès d'une autorité désignée (un huissier de justice)
- Entrer dans le site de l'enchère en utilisant leur nom et leur mot de passe ou un pseudonyme, après avoir accepté les conditions d'utilisation

En tant qu'enchérisseurs enregistrés, les utilisateurs pourront modifier leurs mots de passe, pseudonymes, leurs adresses électroniques utilisées pour les notifications et bénéficier des rafraîchissements du site ainsi que des indicateurs d'enchères pour permettre le suivi.

Il est demandé aux enchérisseurs de soumettre une demande séparée pour chaque enchère qui les intéresse, après avoir versé une provision. En fonction de la réponse de l'huissier de justice à la demande faite, les enchérisseurs peuvent enchérir ou, en cas de défaillance pour une précédente requête, s'inscrire pour une nouvelle enchère. En cas de fraude ou de tentative de fraude, les enchérisseurs seront naturellement écartés.

Les huissiers de justice enregistrés pourront utiliser le système des ventes aux enchères au travers du site de contrôle en utilisant une sorte de petite carte qui contiendra leur signature électronique, leur authentifiant et des données cryptées, pour leur permettre de :

- Avoir accès à la banque de données des enchérisseurs
- Modifier les informations
- Enregistrer un nouvel enchérisseur ou un nouveau groupe d'enchérisseurs
- Proposer de nouveaux biens
- Suivre ou terminer des enchères ou
- Retirer les enchères réalisées de la banque de données.

S'agissant de leurs propres ventes aux enchères, les huissiers de justice devront :

- Vérifier les renseignements fournis par les enchérisseurs potentiels
- Accepter ou refuser d'activer les demandes des enchérisseurs et

- Interdire à certains utilisateurs d'enchérir.

En résumé, ce nouveau système complexe est maintenant prêt pour l'année 2009 et marquera une nouvelle ère de l'exécution en Hongrie

### Des nouvelles des pays d'EuroDanube

#### Bulgarie

Geogi Dichev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie, a indiqué que « dans un mois, il y aura trois ans qui se seront écoulés depuis la création du Conseil national de formation, qui représente les huissiers de justice indépendants ». Le président bulgare a indiqué qu'en 2006, le montant des sommes recouvrées par les huissiers de justice était de 45 millions d'euros. En 2007, ce montant s'est élevé à 110 millions d'euros. Pour l'année 2008, les huissiers de justice ont déjà recouvré 100 millions d'euros. En 2006, le nombre de dossiers recouverts était de 5 500. En 2007 il était de 17 200. Pour l'année 2008, le nombre de dossiers est déjà de 15 000. La plupart des propositions de réformes proposées par nos confrères bulgares ont été introduites dans le Code de procédure civile. Il n'en demeure pas moins, nous a dit notre confrère, qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir. Début octobre, la Bulgarie a commencé à mettre en place un système informatisé regroupant les dossiers d'exécution (registre national des dossiers). Ce registre regroupe les informations relatives aux dossiers pris en charge par les huissiers de justice bulgares et les ventes aux enchères qu'ils réalisent. Le programme contient une base de données et un système d'archivage. Cette innovation permettra certainement à améliorer les activités des huissiers de justice et les aidera dans leur travail. En outre, il créera des conditions d'ouverture et de transparence pour la nouvelle profession qui assurera de nouvelles méthodes de contrôles par la Chambre nationale et le ministère de la justice.

#### République tchèque

Vladimír Plášil, membre du bureau du Conseil nationale des huissiers de justice de la République tchèque, a présenté un rapport sur le système de l'exécution forcée dans son pays, qui comprend 122 huissiers de justice. Les données ci-dessous ont été présentées par l'intervenant.

	Nombre de dossiers d'exécution dans la République tchèque	Nombre de dossiers recouverts	Nombre de contestations
2001	4302	942	152
2002	57 954	18 566	1 818
2003	132 469	45 234	3 486
2004	155 156	56 686	7 145
2005	270 480	66 170	10 103
2006	309 457	111 170	8 909
2007	427 800	125 271	9 960

Le ministère de la justice a mis en place une loi sur la création d'un fichier central de données sur les débiteurs. Ce fichier contiendra des informations sur l'initiation des procédures d'exécution dans le pays après information des débiteurs. Il sera accessible sur Internet pour une somme d'environ 5 euros.



### Estonie

La présidente de la délégation estonienne, Elin Vilippus, s'est déclarée satisfaite du succès d'EuroDanube. Dans son intervention, elle remercié tous les participants européens et américains au conseil permanent de printemps de l'UIHJ, qui s'est tenu à Tallinn en mai 2008 et a présenté les conclusions principales des rencontres. La présidente estonienne a dressé un tableau des problèmes principaux rencontrés par les huissiers de justice estoniens, comme la difficulté de procéder à des enchères immobilières.

### Ancienne République yougoslave de Macédoine

Antonio Koshtanov, président de la Chambre des huissiers de justice de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, a indiqué que depuis l'adhésion de son pays à l'UIHJ, celui-ci a pu établir de nombreux contacts avec d'autres pays, à la foi sur un plan bilatéral et sur un plan multilatéral. En janvier 2008, des représentants de la Chambre des huissiers de justice de la République de Macédoine (CHJRM) ont participé à l'assemblée annuelle de leurs confrères bulgares. Cet événement a démontré qu'il était profitable pour tous. Le président a indiqué son espoir que la coopération mutuelle puisse continuer pour l'avenir. En janvier 2008, Michal Redelbach, secrétaire d'EuroDanube, a suggéré que la CHJRM puisse rejoindre l'organisation EuroDanube. L'admission a été acceptée à l'unanimité pour tous les huissiers de justice de l'ARY Macédoine.

### Roumanie

Le représentant roumain, Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ, a décrit les différentes catégories d'entités impliquées dans le recouvrement de créances. Les huissiers de justice procédant à des saisies de comptes bancaires sont soumis à des règles spéciales et des procédures internes. Les huissiers de justice qui recouvrent les demandes relatives à des saisies sur des comptes de caisses et livrets d'épargne ont, selon la loi n°122/2004, un statut identique à celui des huissiers de justice qui recouvrent les dettes bancaires. Les lois ont été aménagées pour accueillir deux autres catégories d'agents d'exécution pour recouvrer les demandes en matière civile : les agents d'exécution chargés de recouvrer les sommes de nature non bancaires, et les agents d'exécution chargés du recouvrement à la demande de l'Autorité pour le recouvrement des biens de l'État. Selon le Conseil national des huissiers de justice de Roumanie, l'existence d'organisations parallèles est inacceptable et celles-ci ne devraient pas faire partie d'une structure bancaire ou d'autres établissements financiers agissant en qualité de créanciers. Les personnes chargées du recouvrement devraient être indépendantes. Le Conseil national roumain a émis des propositions concernant l'harmonisation de la profession.

### Slovaquie

Jozef Rišian, président du Conseil national des huissiers de justice de Slovaquie, a présenté un rapport sur le statut des huissiers de justice dans son pays. En Slovaquie, il n'existe pas de numerus clausus s'agissant du nombre d'huissiers de justice. Cependant, le Conseil national souhaite un changement dans ce domaine. Aujourd'hui, 273 huissiers de justice exercent leurs activités. Le Conseil national désire contrôler l'augmentation du nombre d'huissiers de justice en mettant en place de nouveaux critères de sélection. Le ministère de la justice partage ce point de vue. Dans le cadre d'un projet de réformes, le Conseil des huissiers de justice slovaques a proposé qu'une décision du tribunal ne soit pas nécessaire dans le cadre d'une vente judiciaire d'immeuble

lorsque les parties s'accordent pour la vente de celui-ci. La nouvelle loi relative au tarif des huissiers de justice est entrée en vigueur en mai 2008. Le tarif a globalement augmenté. Les huissiers de justice peuvent choisir les voies d'exécution lesquelles, dans ce cas, peuvent faire l'objet de contestations de la part des parties.

Enfin, le Conseil national slovaque a proposé d'accueillir les prochaines rencontres UIHJ-EuroDanube en octobre 2009. Les participants ont accueilli favorablement la demande du secrétaire sur l'adoption des propositions du président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'agissant des frais du secrétaire d'EuroDanube et du financement des frais de réunions. La chambre nationale du secrétaire d'EuroDanube prend donc en charge les frais liés à ses activités. Les représentants de la conférence ont également indiqué leur volonté de conduire des travaux scientifiques de recherche sur l'exécution sur les immeubles dans les pays de la zone EuroDanube.

### Un réel impact sur le développement de la profession d'huissier de justice en Europe

Le président Redelbach a rappelé l'existence du site [www.eurodanube.eu](http://www.eurodanube.eu). Le secrétaire a estimé que les pays membres d'UIHJ-EuroDanube ont un réel impact sur le développement de la profession d'huissier de justice en Europe, si ces derniers sont prêts à relever le défi. Cela passe par la volonté des membres de faciliter l'échange d'informations sur les systèmes d'exécution et les conditions de travail dans les États membres. Michal Redelbach a fortement recommandé pour ce faire l'utilisation de courriers électroniques. Il a également enjoint les participants à participer au 20<sup>e</sup> congrès international de l'UIHJ qui se tiendra à Marseille, en septembre 2009.

Après la réunion, le jeudi, les participants ont été invités à un dîner officiel à bord d'un bateau navigant sur le Danube. Le secrétaire d'UIHJ-EuroDanube en a profité pour proposer un voyage afin d'écouter le chanteur Léonard Cohen qui se produira à Paris des 24 au 26 novembre 2008 à l'Olympia. Le président du Conseil national des huissiers de justice de Hongrie a remercié l'ensemble des participants, les organisateurs de la manifestation ainsi que Jacques Isnard, pour son aide et son soutien.

(Source : Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie).

*Une partie des participants – Some participants*





## 2<sup>nd</sup> UIHJ-EuroDanube Conference in Budapest, Hungary

The 2<sup>nd</sup> UIHJ-EuroDanube Conference was organized by the Hungarian Chamber of Judicial Officers, on 30<sup>th</sup>-31<sup>st</sup> October 2008 in Budapest.

### Twofold Programs for UIHJ-Euros

Delegations arrived from Bulgaria, the Czech Republic, Estonia, Hungary, FYRO, Macedonia, Poland, Romania and Slovakia. Unfortunately, Latvia, Lithuania and Slovenia were not able to send their representatives. The guest of honour was Jacques Isnard, President of the UIHJ. The Board of the UIHJ was represented by Adrian Stoica. The Polish National Chamber of Judicial Officers was represented by its Vice-president, Michał Redelbach, who is also the Secretary of EuroDanube. The participants were asked to exchange views on their current state of enforcement as well as describe their system of auctioning immovable.

UIHJ President Jacques Isnard congratulated Michał Redelbach on his activities, undertaken in order to promote the organization. The President also gave thanks to Miklós Krejniker for the preparation of the second EuroDanube meeting. Then he presented positions of Belarus and Russia in relation to UIHJ. Belarus shall confirm their signature of cooperation arrangement with UIHJ Permanent Council at the next meeting in Paris, in November 2008. President Isnard was invited to a meeting with the Russian Director of law enforcement system, Nicolai Vinnichenko, who declared that Russian judicial officers will become a part of UIHJ organization officially in November 2008, at the Permanent Council in Paris. The President of the UIHJ described his vision of the future activities of the Union, as well as the activities of other organizations under its aegis (EuroDanube, EuroMed, EuroNord, EuroScandinavia). He stated that UIHJ-EuroDanube meetings should be held once a year – as is the case with the EuroScandinavia Conference. The Secretaries of the Euro-organizations, under the authority of UIHJ, should have the right to govern an active management. Duties of UIHJ-EuroDanube Secretary should be determined and voted at meetings of National Councils of Judicial Officers in all member states. The Secretary should be appointed for a period of three years, with an option to extend this period. The office of Secretary UIHJ-EuroDanube should be occupied by a natural person or by the National Council of Judicial Officers, as is the case with the organization UIHJ-EuroNord. The same should apply to other organizations subject to UIHJ. Moreover, the Secretary should exercise his activities free of charge. Costs should be covered by the Secretary's National Council of Judicial Officers. Council will be granted a reimbursement from the other members of the Euro-organization if the costs are incurred as a result of the activities that go beyond the simple activities of a Secretary. UIHJ President Jacques Isnard proposed that all UIHJ-Euro Conference programs be twofold. The first part would concern the same issues that apply to all UIHJ-Euro organizations. These common topics should be chosen at the meeting of the UIHJ-Euro Secretaries, the first of which is to be organized on 26<sup>th</sup> November at the Permanent Council of Paris. All upcoming UIHJ-Euro seminars, that is

EuroDanube, EuroMed, EuroNord and EuroScandinavia, should include that common topic on their agenda. The second part would be an optional topic, reflecting to the regional needs.

### A Common History, a Common Present, a Common Future

At the request of the Hungarian Chamber of Judicial Officers, Michał Redelbach introduced a brief report on the status of the profession in Poland, and outlined the activities of EuroDanube in 2008. He distributed materials to conference participants, relating to law enforcement system in Poland, including execution against immovable, service of documents and initiation of the proceedings. In his speech, Secretary Redelbach informed colleagues from Hungary, that in Poland, bidding must be done traditionally, in the presence of a judge; other options are not provided in the Code of Civil Procedure.

Dr. Miklós Krejniker, President of the Hungarian Chamber of Judicial Officers, thanked all participants for their attendance. He announced the understandable reasons for the absence of the Slovenian representative, Tatjana Krivec Tavcar, and expressed his concern over the absence of the delegations from Latvia and Lithuania.

According to President Krejniker, UIHJ-EuroDanube unites those countries which have experienced political and economic oppression and therefore know how to invest a great deal of effort into regaining complete independence. For example, the first enforcement code of Hungary came into effect 125 years ago, and was strong enough to resist the destructive effects of 50 years of communism. This legal tradition helped us reform and restore the Hungarian system of independent judicial officers.

*"We can certainly state that we, i.e. Poland, the Czech Republic, Slovakia, Romania, Bulgaria, we all share a common history, we struggle with similar problems in our legal systems, and also indirectly in our profession, which is enforcement. We should neither forget our other neighbours, Ukraine, Serbia and Croatia, and should support them in rejoining this big family. Not only do we share a common history, but also a common present and future",* President Krejniker said. At time of the current economic depression, the strengthening and unification of enforcement gains crucial importance. It is therefore our common goal to make enforcement a known and acknowledged fundamental institution of justice in each of our countries, especially amidst the competition with the debt collection and factoring agencies. This can only be achieved by joining forces. This is the most important duty and aim of EuroDanube.

In the frame of Hungary's presentation of its auctioning system, Vice-president Ferenc Császtai gave a brief summary on the legal background of the amendment: thanks to the newly introduced opportunity of electronic auctioning, sales can reach a wider audience, the anonymity of the bidders can be ensured, the range of potential auction buyers will be extended, the intensity of bidding will increase and thus claims will be recovered at a higher rate.

### A New Era of Enforcement in Hungary

Attila Vincze, the Chamber's IT developer presented the logic and operation of the system.

Basically, one can use the auctioning system as a visitor, a bidder, or a judicial officer.

Those who have been refused to register at the auctioning site as bidders – i.e. haven't received a user name and password – may still access the website as visitors. All public data are easily accessible for them, these include:



- The auction notice in portable document format (PDF)
  - All relevant information connected to the auction which can be searched for, such as enforcement case number, appraised value and starting price, the beginning and end of auctioning period, last bid, etc.
  - Additional information, e.g. digital photos of the items to be auctioned.
- In order to be able to use the system as bidders, users willing to bid have to:
- Undergo a security authentication procedure (within the Data Supplying Shell Strengthening the Security of Legal Transactions),
  - Attach necessary documents,
  - Pay a certain registration fee and
  - Register through a certain authority (judicial officer),
  - Enter the auctioning website by using their given user name and password, as well as
  - At first entry, they have to accept the terms of use (the User Agreement).

As registered bidders, users may modify their password, nick, e-mail address used for notification and the frequency of updating the site, as well as flag auctions for follow-up.

Bidders are required to submit a separate activation request for each auction, in which they ask a permission to bid for a certain item, after having made advance payment. Depending on the judicial officer's response to the request,

- users can start bidding
  - after having made up for possible deficiencies in the previous request, they can file a new one
  - if excluded by legal regulations, users may be prohibited from bidding at all.
- Registered judicial officers may use the auctioning system through the auctioning site by using a sort of smart card storing their digital signature, authentication and encryption certificates, in order to:
- have access to the database of bidders,
  - modify their data,
  - enter a new (group of) bidder(s),
  - enter new auctions,
  - trace and close ongoing auctions, or
  - delete closed auctions from the database.

Regarding their own auctions, judicial officers have to:

- check the personal data of those submitting a request to auction,
- accept or refuse bidders' activation request, and
- exclude users from bidding.

To sum up, this complex new system is now ready to mark 2009 as the beginning of a new era of enforcement in Hungary.

## News From EuroDanube Countries

### Bulgaria

President of the National Chamber of judicial officers of the Republic of Bulgaria, Georgi Dichev, reported that in a month, three years will have passed after the creation of their National Training Council, which represents independent court judicial officers. In 2006, the amount of collected claims by judicial officers was 45 million Euros, in 2007, that amount raised to 110 million Euros. For the year 2008, judicial officers have already collected 100 million Euros. In 2006, the number of cases in which the claim was effectively enforced was 5 500, in 2007 it was 17 200. For the year 2008, the number of such cases is already 15 000. Most of the amendments proposed by the Bulgarian Chamber were

introduced in the Code of Civil Procedure, however, according to our Bulgarian colleagues, there is still much work to be done. At the beginning of October, Bulgaria launched a judicial enforcement computer database (national register of cases). It contains all information concerning cases carried out by judicial officers in Bulgaria and all sales made by them. The system has a database and an archive, too. This innovation will certainly improve judicial officer's activities and ease their work. Moreover, it will create conditions for openness and transparency for the new profession and grant new ways of effective control performed by the National Chamber and the Ministry of Justice.

### Czech Republic

Vladimír Plášil, a member of the Bureau of the National Council of The Judicial Officers in the Czech Republic, presented a brief report on the status of the law enforcement system in his country. There are 122 judicial officers in the Czech Republic. Below are some of the data, presented by the lecturer:

	Number of enforcement cases in the Czech Republic	Number of recovered claims	Number of appeals
2001	4302	942	152
2002	57 954	18 566	1 818
2003	132 469	45 234	3 486
2004	155 156	56 686	7 145
2005	270 480	66 170	10 103
2006	309 457	111 170	8 909
2007	427 800	125 271	9 960

The Minister of Justice issued a regulation on the establishment of a central database of debtors. This central database will contain information on the initiation of every enforcement procedure throughout the country after the service of an appropriate documentation to the debtor. The central database will be accessible, for those interested, on the Internet. Entry to the website will cost 120 CZK (about 5 Euros).

### Estonia

The head of the Estonian delegation, Elin Vilippus, expressed her satisfaction that EuroDanube conference meets such great interest. In her speech, she thanked everyone for both European and American participation in the Spring Permanent Council, which took place in Tallinn in May this year and presented main conclusions after seminars. She also gave a brief summary of the major problems that judicial officers in Estonia have to handle, such as the difficulty of auctioning immovable.

### Former Yugoslavian republic of Macedonia

President of the FYRO Macedonia judicial officers, Antonio Koshtanov, pointed out in his speech that, following the accession of the National Council of Judicial Officers from his country to the UIHJ, they managed to establish many new contacts with other countries, both bilateral and multilateral. In January 2008, CEARM (Chamber of Enforcement Agents of the Republic of Macedonia) repre-



representatives participated in the annual General Assembly of Bulgarian colleagues. This event proved to be a most valuable exchange of experience. The President expressed hope that this mutual cooperation will continue in the future. In January 2008, Secretary of EuroDanube, Michał Redelbach presented CEARM a proposition to join the EuroDanube organization. Admission was unanimously accepted by all judicial officers in the FYRO. Macedonia.

#### Romania

Romania's delegate, a member of UIHJ board, Adrian Stoica, described several categories of entities involved in debt collection. Judicial officers performing bank account claims are subject to special regulations and internal procedures. Judicial officers for the recovery of claims in co-operative savings and credit funds, under Regulation No. 122/2004, have a statute similar to the status of the judicial officer for the recovery of bank debt. The relevant regulations have been expanded by two more categories of judicial officers involved in the recovery of claims in civil-law: judicial officers for the recovery of claims in non-bank institutions, as well as judicial officers for the recovery of claims for the Authority for State Assets Recovery (AVAS). According to the National Council of Judicial Officers of Romania, the existence of parallel systems of law enforcement is unacceptable, because they cannot be part of the organizational structure of a banking institution or other financial institution which is a Creditor. Debt collectors should be independent. Romania's National Council of Judicial Officers proposed a new draft concerning unification of the profession.

#### Slovakia

President of the National Council of Judicial Officers in Slovakia, Jozef Rišian, presented a brief report on the status of the judicial officers' profession in his country. In Slovakia, the number of judicial officers is not limited. However, the National Council wants to change that. Today, there are 273 judicial officers performing their activities. The National Council of Judicial Officers from Slovakia intends to prevent the continued increase in ranks of judicial officers, through re-entry procedures for selecting candidates. The Minister of Justice of Slovakia agrees with that idea. In its new draft law on judicial officers, the Slovakian Council of Judicial Officers proposed that in the case of an agreement for the sale of immovable at auction, court authorization was not necessary. The amendment concerning judicial officer's fees came into force in May 2008.

The fees for services performed by the judicial officer increased. Fees for court proceedings were raised, too. Sales of immovable at auction can be performed following the consent of the person empowered. Judicial officers can choose the way of enforcement, in this case their decision may be challenged by an authorized person.

Finally, the National Council of Judicial Officers of Slovakia has proposed to host the next EuroDanube Conference in October 2009. Participants positively recognized the request of the Secretary, on the adoption of the proposal by UIHJ President Jacques Isnard concerning costs related to the performance of the duties of the Secretary and the costs of organizing the Conference. The National Chamber of the EuroDanube Secretary bears the costs of his activities. Costs of each conference are covered by the hosts. The conference expressed a commitment to carry out scientific research concerning enforcement of real estate in the EuroDanube member states.

### A Real Impact on the Development of the Judicial Officer's Profession in Europe

President Redelbach reminded of the existing website [www.eurodanube.eu](http://www.eurodanube.eu). The Secretary claimed that the member states of UIHJ-EuroDanube organization can have a real impact on the development of the judicial officer's profession in Europe, if they are ready for discourse. This means above all the willingness of all partners to grant access to their structures for more countries. Communication between members should rely on the active exchange of information concerning specific enforcement systems and work conditions in member states. Secretary Redelbach strongly recommended using e-mails for that purpose. He also appealed to participants to take part in the 20<sup>th</sup> UIHJ Congress, which will be held in Marseilles in September 2009.

After the Conference on Thursday, participants were invited to a formal dinner on board of a ship on the River Danube. Secretary used the occasion to propose a joint trip to Leonard Cohen concert, which will be held 24-25-26 November 2008, in Olympia Concert Hall in Paris. President of the National Council of Judicial Officers from Hungary gave thanks to representatives for participation in the EuroDanube conference, his self-government for the organization and President of UIHJ, Jacques Isnard, for his assistance and support.

(Source: National Chamber of Judicial Officers of Hungary).



*De G. à D. : Miklos Krejniker, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Hongrie, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, Adrian Stoica, membre du bureau de l'UIHJ*

*From L. to R. : Miklos Krejniker, President of the National Chamber of Judicial Officers of Hungary, Jacques Isnard, President of the UIHJ, Adrian Stoica, Member of the board of the UIHJ*